



REGLEMENT N° 007/2015/ BCC/DSBR

**RELATIF AUX RESERVES OBLIGATOIRES SUR LES DEPOTS DES
INSTITUTIONS FINANCIERES QUI RECOIVENT DES FONDS DU PUBLIC EN
APPLICATION A LA LOI 13-003/AU**

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes ;

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités bancaires et financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ;

**Fixe les règles de calcul des réserves obligatoires sur les dépôts en application
à la loi 13-003/AU.**

Article 1^{er}.-Les Institutions Financières qui reçoivent des fonds du public sont tenues de déposer sur un ou plusieurs comptes ouverts à la Banque Centrale des Comores un montant de réserves obligatoires dont les modalités de calcul, le taux, la périodicité et le modèle de déclaration sont fixés par circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 2.- L'assiette retenue pour le calcul des réserves obligatoires est constituée du montant total des dépôts de la clientèle et des titres de créances émis. Le montant de ces exigibilités est calculé sur la base des chiffres figurant sur la situation comptable remise mensuellement par les Institutions financières qui reçoivent des fonds du public précédant la période de constitution des réserves. Le montant de l'assiette est constitué par les soldes comptables suivants :

- comptes de dépôts,
- comptes courants,
- comptes courants postaux,
- comptes spéciaux,

Place de France. BP 405 MORONI
TEL : (269) 773 18 14 - (269) 773 10 02 – FAX : (269) 773 03 49
E-mail : secretariat@banque-comores.km
Site : www.banque-comores.km

- comptes sur livrets,
- comptes à terme,
- comptes d'épargne,
- autres dépôts de la clientèle,
- titres de créances émis.

Article 3.- La Banque Centrale des Comores fixe par Circulaire le taux de réserves obligatoires appliqué à toutes les exigibilités comprises dans l'assiette des réserves.

Article 4.- Le montant des réserves obligatoires à constituer est déterminé selon le modèle figurant en annexe par application du taux des réserves sur le total de l'assiette.

Article 5.- La période de constitution est d'un mois. Elle débute le vingtième jour calendaire de chaque mois N suivant la date d'arrêté de la situation et se termine le dix-neuvième jour calendaire du mois N+1 suivant.

Article 6.- L'Institution financière assujettie doit constituer ses réserves obligatoires sur un compte ouvert à la Banque Centrale des Comores.

Une Union formée entre des Institutions Financières Décentralisées peut constituer ces réserves pour le compte de tout ou partie de ses adhérents.

Un assujetti remplit son obligation de constitution de réserves obligatoires lorsque le solde moyen de fin de journée de ses comptes de réserves sur la période de constitution est au moins égal au montant des réserves obligatoires défini pour la période considérée.

Article 7.- La Banque Centrale des Comores peut vérifier à tout moment l'exactitude et la qualité des informations qui lui sont fournies pour établir le montant des réserves obligatoires,

Article 8.- Lorsqu'une Institution financière assujettie ne remplit pas son obligation de déclaration prévue à l'article 1^{er}, transmet des renseignements inexacts ou omet de remettre les situations comptables périodiques permettant de vérifier l'assiette déclarée, la rémunération des réserves peut être suspendue jusqu'à la production des documents requis.

Lorsque l'Institution financière assujettie ne répond pas aux demandes de régularisation émanant de la Banque Centrale des Comores ou en cas d'omissions répétées de ses obligations déclaratives, la Banque Centrale des Comores peut décider de diminuer le taux de rémunération de ses réserves obligatoires sur la période de 1/8^{ème} supplémentaire.

Article 9.- Lorsqu'un assujetti manque totalement ou partiellement à ses obligations de constitution de réserves prévue à l'article 1^{er}, la Banque Centrale des Comores applique une sanction dont le montant est calculé sur l'insuffisance de réserves obligatoires constatée en appliquant un taux de pénalité fixé par Circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 10.- En cas de manquements graves ou persistants aux dispositions du présent Règlement, toute Institution assujetti s'expose à l'application par la Banque Centrale des Comores des sanctions disciplinaires et/ou pécuniaires prévues par les textes qui lui sont applicables.

Article 11.- Le taux de pénalité applicable sur les insuffisances de réserves est porté au taux moyen mensuel de l'EONIA constaté durant le mois calendaire incluant le premier jour de la période de constitution des réserves, majoré de deux points.

Article 12.- Le présent Règlement annule et remplace l'Instruction n°013/2004/COB et la Circulaire n°008/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015



Mzé Abdou Mohamed Chanfiou